

## Evolution de l'approche écorégionale à Fianarantsoa

RAZAFITSOTRA Jean<sup>1</sup>, RANDRIAMBOLOLONA Michel<sup>1</sup>, RAVOAVY Florent<sup>2</sup>,  
RASOARIMALALA Sidonie<sup>3</sup>.

### Abstract

L'approche écorégionale est un concept existant depuis le Programme Environnemental Phase 1 (PEI) mais utilisé surtout à Fianarantsoa depuis le Programme Environnemental Phase 2 (PEII) ; Elle représente des interventions dynamiques dans la mise en œuvre de la conservation éco-régionale et du paradigme de développement. Si au début du Plan National d'Action Environnemental (PNAE) les appuis, efforts et travaux étaient concentrés autour des Parcs nationaux, depuis le PE II l'approche a évolué au cours des années. Cette article développe une analyse comment l'approche écorégionale a évolué et pourquoi tout en soulignant les facteurs unique de Fianarantsoa. On constate une « opérationnalisation » progressive de l'approche écorégionale durant les derniers dix ans. La conservation éco-régionale intégrant la vision de développement pour le corridor forestier de Fianarantsoa existent avec une approche évolutive dans le temps et dans l'espace mais le soutien du public pourrait être un phénomène volatile stimulé par des facteurs exogènes si les interventions environnementales dépendent seulement des initiatives des bailleurs de fonds internationaux. Compte tenu de la mise en place des nouveaux programmes et projets liées à la mise en œuvre du Madagascar Action Plan, la population n'arrive pas à suivre l'évolution du contexte. Cet article présente des analyses sur le contexte et l'évolution de l'approche écorégionale suivant l'ordre chronologique du PNAE. En tout cas la mise en œuvre de cette approche écorégionale a pu ralentir la dégradation du corridor et attirer beaucoup d'intervenants, malgré que l'impact des interventions n'a pas suffisamment répondu aux attentes des populations cibles. L'approche a impliqué progressivement les autorités locales mais les changements fréquents d'intervenants, de visions et de politiques entraînaient des confusions au sein de la population riveraine de ce corridor forestier.

### INTRODUCTION

Vue l'évolution incessante de la dégradation de l'environnement naturel à Madagascar face aux divers tentatives de solutions proposées, la vision écorégionale a été née afin d'atteindre les objectives de conservation. La mise en œuvre de cette approche vise une synergie d'actions. Une écorégion est une large superficie de terre ou d'eau qui contient un assemblage spatialement distinct de communautés naturelles qui partagent une grande majorité de leurs espèces et de leurs dynamiques écologiques, partagent des conditions environnementales similaires et interagissent écologiquement pour assurer leurs existences respectives à long terme. Une écorégion représente donc des écosystèmes interdépendants y compris les facteurs humains. C'est à dire une écorégion est plus vaste qu'un écosystème.

Au début (vers la fin du PEI, 1996) dans la contrée de Fianarantsoa l'écorégion a été définie comme étant la superficie des forêts naturelles entre le parc National Ranomafana (PNR) et le Parc National d'Andringitra (PNA) et leurs alentours (capitalisation des acquis CMP). Cette écorégion représente une superficie de l'ordre de 282 070 ha y compris les deux Aires

---

<sup>1</sup> Conservation International / MIARO Fianarantsoa

<sup>2</sup> Centre VALBIO Ranomafana, Fianarantsoa

<sup>3</sup> Programme ERI Fianarantsoa

Protégées (AP). Les actions menées en vue de protéger ce corridor forestier ont commencé vers la fin du PE I faisant suite à celles menées au niveau de deux AP séparément et indépendamment. Avant les années 90 ces forêts y compris le PNR ont été régies sous le statut de forêts domaniales alors que le PNA était déjà une Réserve Naturelle Intégrale. Tout au long du PNAE la conception du corridor a évolué ; au début du PEII grâce aux efforts de WWF (World Wide Fund for Nature) le corridor s'étalait vers le sud jusqu'au niveau de la Réserve Spéciale du Pic d'Ivohibe, et durant le PEIII lors du développement du concept Nouvelle Aire Protégée (NAP) des extensions aussi bien vers le sud (Vondrozo) que vers le nord (Fandriana) s'ajoutent à l'ancienne délimitation et le nom devient Corridor Forestier Fandriana – Vondrozo (carte 1, 2 et 3)

L'approche écorégionale fournit aux acteurs de nouvelles idées, des méthodes, des outils et des approches qui peuvent conduire et soutenir la conservation des espèces, des espaces, et des processus au sein d'une écorégion donnée tout en reconnaissant et en répondant aux aspirations, aux besoins et aux motivations des populations riveraines et leur gouvernement. L'approche anticipe de façon proactive un accord de protection d'une large gamme de biodiversité. La conservation d'une écorégion est l'évolution de réflexions, de planifications et d'actions à l'échelle spatiale et temporelle qui visent à la réussite de la conservation de la biodiversité. La conservation de l'écorégion est donc un processus agréant l'augmentation du niveau d'atteinte des objectifs de conservation, de partenariat et de la durabilité.

Concrètement à Fianarantsoa l'approche écorégionale s'est manifestée à travers la synergie entre les projets, programmes œuvrant dans différents domaines, mis en œuvre par plusieurs acteurs qui visent à résoudre des problèmes environnementaux et socio-économiques pour une zone assez large tel que le corridor forestier.

C'est une approche évolutive puisque les actions et les approches ont été adaptées et ont évolué suivant le contexte écorégional qui changeait entre les différentes phases du PNAE. L'objectif fixé au début était d'assurer la conservation du corridor Ranomafana - Andringitra tout en considérant le développement socio-économique des riverains dudit corridor. Initialement les différents acteurs ont agi de manière plus ou moins isolée mais des systèmes de coordination se sont développés au fil du temps. Ainsi les programmes et projets financés par l'USAID<sup>4</sup> ont suivi cette tendance.

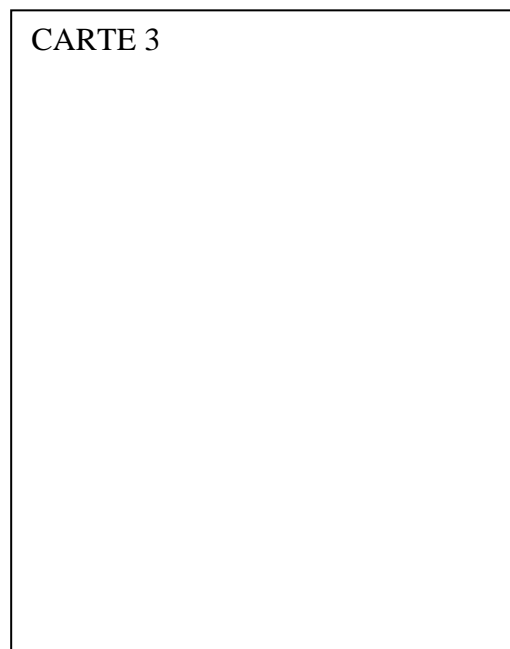
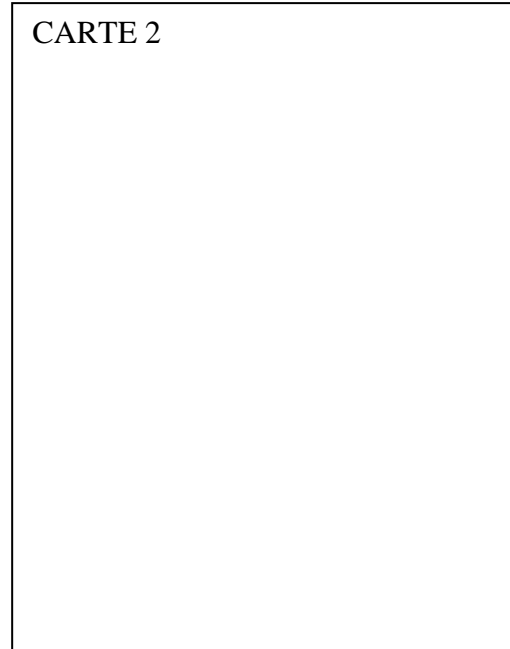
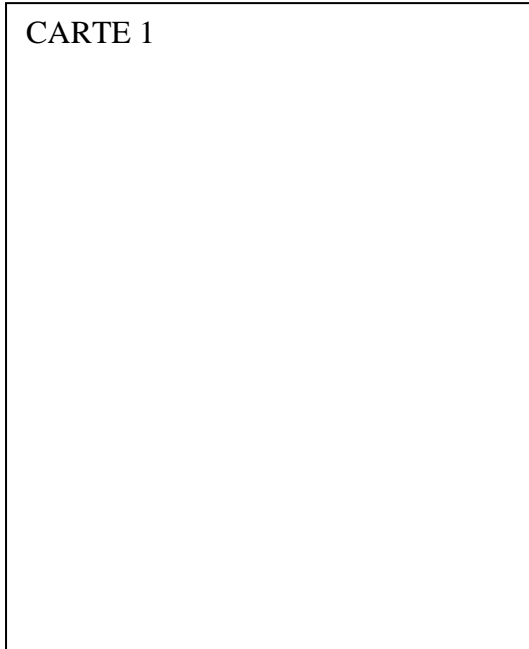
Tout au début WWF, LDI (Landscape development Initiatives), AGERAS (Appui à la Gestion Régionale et l'Approche Spatiale) sont les principaux acteurs qui intervenaient dans le corridor. Ils ont développé en même temps des actions de conservations et de développement. La première structure de planification écorégionale est le CMP (Comité Multilocal de Planification) qui a été mis en place en 1999. La mission de CMP était d'être une structure de concertation, de négociation, de décision et de planification, visant la problématique de la gestion des ressources naturelles et de la biodiversité en particulier, pour asseoir une politique de développement régional durable. Après d'autres programmes, projets et ONG (Organisation Non-Gouvernementale) contribuaient dans la conservation du corridor et le développement socio-économique aux alentours.

Tous ces efforts ont été développés dans un contexte socio-économique de base fortement dépendant des cultures de subsistances et l'enclavement. Ainsi la conservation du

---

<sup>4</sup> USAID : United States Agency for International Development

corridor est en conflit permanent avec la culture itinérante sur brulis et d'autres prélèvements de ses ressources. L'approche écorégionale a essayé de convertir cette spirale de dégradation des ressources naturelles.



EVOLUTION DU CONCEPT CORRIDOR

## **METHODE**

La méthode adoptée pour la rédaction de cet article est basée essentiellement sur des études bibliographiques, des expériences vécues par les auteurs dont certains d'entre nous ont travaillé dans la région depuis 1990 comme le cas de Florent et Michel depuis 1995. Pour étoffer les informations, des interviews auprès des personnes clés ont été effectués.

## **RESULTAT**

A côté des pressions : la culture itinérante sur brulis, les prélèvements illicites des ressources naturelles, il existe toutefois un certain nombre d'opportunités pour promouvoir la conservation de la biodiversité dans l'Ecorégion. Les exemples suivants illustrent les efforts déployés. Le gouvernement malgache a pris la décision de tripler la taille des AP de l'île. Cela devrait permettre aux planificateurs d'identifier les priorités réelles de conservation parmi eux le corridor Forestier Fandriana - Vondrozo. Deuxièmement, un cadre légal innovateur incite la prise de responsabilité au niveau des communautés locales à travers le processus de transfert de gestion des ressources naturelles (*Gestion Locale Sécurisée* : GELOSE et *Gestion Contractualisée des Forêts* : GCF), décrétant la délégation par l'Etat des droits de gestion des ressources naturelles aux communautés locales. Dans ce cadre, les communautés locales signent des contrats avec l'Etat, ce qui leur assure une meilleure sécurité d'exploitation et des droits sur la gestion des ressources auxquelles ils avaient accès légitimement auparavant. Ce model constitue une part de motivation pour améliorer la gestion des forêts et maintenir sa couverture par les locaux. La troisième opportunité est l'intérêt soutenu de la communauté internationale (avec des possibilités de financement concomitant) dans la conservation de la biodiversité de Madagascar. Entre autre WWF par le biais de son Programme « Forêt pour la vie » ambitionne de Conserver les forêts pour le maintien de la biodiversité, d'Aménager les forêts pour satisfaire les besoins de la génération actuelle sans pour autant détruire les ressources pour les générations futures et de Restaurer les forêts pour qu'elles puissent assurer ses différentes fonctions écologiques (protection des bassins versant et des sources), économiques en produisant de biens et services, et sociale pour les activités de récréations (écotourisme).

Les paragraphes suivants rapportent l'évolution de l'approche écorégionale au niveau de Fianarantsoa tout en relatant les contextes nationaux et régionaux.

### **Vers la fin du PEI**

#### *Contexte*

Selon le PNAE Malagasy durant le PE I (1991 – 1996) l'objectif était de bien asseoir le cadre institutionnel avec les structures nécessaires dans la mise en œuvre de la politique nationale en matière de conservation. Ainsi dans cette vision que le gouvernement a développé La Nouvelle Politique Forestière, entre autre la responsabilisation des communautés de base par le biais de transfert de gestion (GELOSE, GCF), Mise en place des projets, programme avec le concours des organismes d'appuis (ONG) en tant qu'opérateurs directs sur le terrain. Le gouvernement a fait appel aux appuis de divers bailleurs de fonds.

Vers la fin de chaque programme, des réajustements des priorités en fonction des évaluations réalisées (évaluation à mi-parcours et évaluation en fin de phase) sont opérés. Ainsi les nouvelles orientations du PEII ont principalement porté sur l'essor des approches

écorégionales. L'accent a été mis sur le « régional » à travers le FORAGE ou Fonds Régional d'Appui à la Gestion de l'Environnement. Les institutions ont commencé à réfléchir à une meilleure articulation des activités au niveau régional.

Vers la fin du PEI (1996), la Banque Mondiale a mené une évaluation de la phase avec l'approche évaluation par les bénéficiaires. Le constat à l'issue de cette évaluation suggérait la nécessité de prendre des mesures de conservation pour les zones en dehors des AP d'où le développement de l'approche spatiale (nécessité des corridors)

### ***Approche***

Durant le PEI l'approche PCDI (Projet de Conservation et de Développement Intégrés) a été développée autour des AP (Ranomafana et Andringitra) dont le concept de projet a guidé les interventions qu'on peut qualifier quelques fois d'approche top-down selon certains évaluateurs. Le modèle PCDI initié au niveau des AP a été progressivement abandonné au profit d'une approche régionale qui visait plutôt une synergie et la complémentarité entre les différentes interventions. Une priorité a été orientée vers la décentralisation et à la gestion locale des ressources naturelles.

C'était vers la fin du PEI, après la mise en place de l'AGERAS (1997 – 2001) qu'on a développé la vision spatiale de l'Eco-Région de Fianarantsoa d'où la notion du Corridor reliant les Parcs Nationaux de Ranomafana et d'Andringitra. A partir des analyses on a constaté des problèmes de partenariat, alors que l'échelle d'intervention au niveau de ce corridor était très faible ; les interventions se sont concentrées autour des AP. d'où le début du concept écorégion : marié la conservation et le développement, assurer la complémentarité, la synergie, la coordination des acteurs dans le but de réduire la dégradation de ce corridor.

Dans le cadre du PEI, le CFSIGE (Centre de Formation aux Sciences de l'Information Géographique et de l'Environnement) s'occupait de la coordination des actions d'éducation environnementale. Contraint par son désir d'autonomie, il intervenait surtout dans le niveau supérieur. D'autres organismes (programmes de PNUD, la Coopération Suisse et ses partenaires, WWF) entreprenaient l'éducation environnementale destinée au public. Ils oeuvraient, ainsi, auprès des établissements primaires et secondaires.

Selon une évaluation générale du PEI, les efforts se concentraient seulement au niveau de l'éducation formelle. L'éducation environnementale de masse n'a pas été réellement prise en considération.

Le constat général montrait moins de résultats probants dans la partie communication.

## **Durant le PEII**

### ***Contexte***

Durant le PEII (1997 – 2002) le PNAE a visé le développement de capacité des structures nationales. La mise en place des Agences d'Exécution (AGEX) se poursuivait. Vers la fin de cette phase, le Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts (MINENVEEF) a démarré le processus de Zonage forestier (2000). Par définition c'est un outil permettant de rationaliser l'utilisation des terres, d'éviter ou de résoudre les conflits potentiels liés à l'utilisation des terres (en particulier dans le domaine de l'agriculture, de l'exploitation minière, de l'aménagement forestier à long terme et de la conservation de la biodiversité), et d'aider à définir les limites des terrains boisés à Madagascar.

Cette période a été marquée par la crise politique de 2001- 2002, qui a eu des impacts sur la planification et la mise en œuvre des actions.

La mise en place des provinces autonomes a eu lieu pendant cette phase.

### ***Approche***

Suite au démarrage du concept écorégional initié par AGERAS les interventions se sont multipliées dans des domaines qui touchent non seulement la conservation mais aussi le développement, entre autre Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées (ANGAP), Malagasy Mahomby, LDI, WWF... Mais on a constaté des problèmes tels que les esprits de compétition entre les acteurs, la divergence d'approches, qui avaient créé des confusions/ conflits au niveau des communautés. Chaque acteur agissait au début d'une manière assez isolé et ne voyait que son propre action. Des fois pour le même type d'activité dans des zones avoisinantes les approches ont été différentes, exemple certains acteurs paient des indemnités de réunion aux communautés locales tandis que d'autres ne le font pas. Pour y remédier les acteurs de l'USAID ont standardisé les approches entre autre le principe de per diem avec les partenaires.

Pour assurer une coordination des interventions, le Comité Régional de Programmation (CRP), a été mise en place au temps d'AGERAS; Un système de base de données a été instauré qui comportait essentiellement les intervenants et leurs interventions (Qui, Quoi, où...), carte des interventions. C'est à partir de ces informations qu'on a pu constater que très peu d'intervenants travaillent autour du corridor, la plupart des zones d'intervention sont loin du corridor

Vers la fin de l'AGERAS (2000) : avec la disparition progressive de l'AGERAS, le CRP a été transformé en CMP (1999), c'est une plateforme de concertation intégrant les représentants de l'état, les sociétés civiles, les programmes, projets. Le CMP était une structure hybride créée par un arrêté provincial (1999), les autorités locales sont fortement impliquées dans le système. Cette démarche coïncidait avec la création du Faritany (Province autonome). Puis que des représentant du Faritany a été bien inclus dans le CMP ceci a permis au CMP d'avoir un fort pouvoir et d'un dynamisme remarquable. Le CMP est devenu le pied de pivot des actions menées au niveau du corridor.

Au début la coordination était plutôt sous forme de partage d'informations. Par exemple en 1999 LDI a commencé à intervenir dans des nouvelles zones (Ikongo), WWF à Ivohibe. En 2001 on avait constaté une lacune de connaissance sur le corridor, le CMP a mobilisé les acteurs pour mener des inventaires biologiques et plusieurs études socio-économiques et monographiques, les collectes de ces données ont été réalisées dans le but d'appuyer la planification des actions.

Des protocoles entre les acteurs ont été établis, exemple : entre LDI/CAF Dette Nature dans la zone de Tolongoïna dont LDI assure l'aspect Développement et CAF dette Nature assure la Conservation. Responsabilisation des communautés locales via le transfert de gestion (entre 1996 - 2001). Dans d'autres zones où il n'y avait pas d'autres partenaires, LDI assurait tout. Puisque à ce moment LDI pouvait intervenir dans tous les secteurs.

Des capitalisations des acquis ont été menées au temps de MIRAY (depuis 1998) avec l'appui de l'IRG – PAGE (International Resources Group / Projet d'Appui à la Gestion de l'Environnement). Cette rubrique d'actions a permis de synthétiser toutes les études concernant le corridor Ranomafana – Andringitra – Ivohibe. Ainsi on a pu avoir entre autre des analyses sur la dégradation de l'environnement, des diagnostics socio-économiques, la gouvernance, les potentialités en écotourisme du corridor. La mise à disposition de ces informations a servi d'outils pour le développement des visions sur la gestion durable dudit corridor.

Dans toutes ces interventions l'Approche éco-régionale a été vue sous son aspect « corridor » : « landscape vision », vision holistique qui ont été adopté tout en considérant les connaissances et les contextes locaux. Les zones d'intervention ont été priorisées suivant l'importance des pressions par rapport au maintien de la connectivité du corridor (goulôt d'étranglement).

A travers le CMP une planification concertée pour la conservation du corridor a été initiée : Plan de gestion du corridor, (CMP, aout 2004). Ce document a reflété l'engagement des maires, la capitalisation des acquis et le développement de vision à court, moyen et long termes. Les acteurs autour du corridor ont puisé des idées de ce plan dans l'élaboration et la mise en œuvre de leur PTA respectifs entre autre les transferts de gestion des ressources naturelles, les activités alternatives au tavy...mais la mise en œuvre en totalité dudit plan a buté à certaines contraintes telles que la clarification du statut du corridor, la coordination des acteurs...

En plein milieu de l'exécution de PE II, l'éducation environnementale de masse ne connaissait pas encore d'évolutions concrètes. Certains organismes affichaient une importante avancée en la matière. Mais, une lacune de coordination sérieuse paralysait l'effort.

La communication prenait d'ampleur avec sa séparation de l'Education et de la Formation. Sa supervision relevait toujours de l'ONE.

L'équipe d'évaluation nationale du Programme relevait des actions importantes telles les reportages télévisés et les ateliers de réflexions. Pourtant, elle trouvait que les messages n'atteignaient pas encore, l'ultime cible, la masse. Au contraire, ces messages profitaient aux personnes ayant déjà plus d'informations sur l'environnement. Elle recommandait, en conséquence, la mise en place de stratégies de communication régionales. Ceci rendra plus effective la coordination.

Concernant le corridor forestier Ranomafana-Andringitra, l'AGERAS et le CMP en collaboration avec PACT/MIRAY sortaient un plan de communication régional. Certains programmes contribuaient à la réalisation de ce plan. LDI Fianarantsoa, par exemple, concevait et utilisait des outils de communication destinés à un public étendu. Ainsi, des shows de marionnettes, projections de films se produisaient en brousse. A Fianarantsoa, la presse locale servait d'outils de plaidoyer pour la population.

L'idée de « radio corridor » naît de la volonté de collaboration entre les intervenants. Des études de faisabilité technique ont été entreprises par le Programme LDI Fianarantsoa. Mais, le projet n'a pas abouti. L'ensemble des engagements n'a pas été respecté.

De l'effort de désenclavement des zones de l'éco-région résultait la mise en place du réseau de BLU par LDI. Des commissions de communications (cocoms) issues des organisations paysannes participaient à la mise en fonctionnement du système.

## **PE III**

### ***Contexte***

Suivant le PNAE le PEIII (2003 – 2008) vise l'autonomie et la prise en main par des structures nationales de la gestion de l'environnement.

Suivant la Déclaration Du Président de la République durant le congrès des parcs à Durban (septembre 2003), Madagascar s'engage sur l'extension des AP à 7 000 000 ha suivant les normes internationales. Durant cette même période le PNR et PNA sont classés dans le site de patrimoine mondial.

Au niveau de Fianarantsoa l'AG du CMP (2005) a abouti à l'extension du Corridor entre Fandriana et Befotaka avec une proposition de révision de sa structure et son mandat. Cette période coïncidait avec la régionalisation, la disparition du Faritany, le développement de la Vision Durban. L'élaboration et la mise en œuvre du MAP (Madagascar Action Plan), L'élaboration de Plan Régional de Développement (PRD) par région. Tous ces changements ont perturbé les planifications même au niveau des Collectivités Territoriales Décentralisées,

on a constaté des incohérences entre PCD (Plan Communal de Développement), PRD, MAP. Ceci conduisait à la mise à jour de la plupart des PCD suivant le MAP.

La réforme de l'administration forestière a été mise en œuvre pour assurer la bonne gouvernance.

### *Approche*

Le CMP a continué à étoffer les Bases de Données avec l'augmentation du nombre de communes concernées par le corridor, la spatialisation des intervenants, l'évolution du nombre des intervenants autour du corridor.

L'alliance écorégionale USAID a été mise en place avec la mise en œuvre des projets USAID, toujours dans le concept écorégion avec une certaine modification par rapport au PEII. Par exemple pour ERI (Eco-Regional Initiatives) le financement est séparé par secteur et avec engagement des contractants, MIARO a été mandaté spécialement dans la mise en place de la NAP. L'alliance a agi de manière à ce que l'objectif de conservation soit intégré dans le cadre de diverses planifications : PCD, PRD...

Des efforts ont été déployés en matière de communication

- Dans le cadre de la NAP (grants MIARO / CMP, ICCO, ERI)
- Revue Tandavan'ala : diffusion de message pour la protection de l'environnement et le développement pour les élus locaux ;
- Développement de Plan de Communication alliance (2005) qui n'a pas pu aboutir à terme

ERI et Conservation International (CI) ont agi à travers le développement de partenariat, le système de petite subvention (NODE) a été développé ;

Pour inciter la prise de responsabilité des communautés locales dans la conservation et le suivi des ressources naturelles, des mécanismes de motivations ont été développés par la collaboration de divers acteurs : CI, ERI, Ny Tanintsika, Centre Valbio, WWF... on peut citer entre autre le développement de l'écotourisme communautaire via NODE, le suivi écologique participatif par le biais de prime, le contrat de conservation à travers des bénéfices directs...

Des appuis ponctuels envers les 5 régions de l'ex-province de Fianarantsoa sont apportés par rapport au PRD et MAP

Des appuis sont octroyés dans la mise en place des CAC (Centre d'Appui aux Communes). L'approche adoptée est de faire en sorte que c'est une mise en œuvre du programme de l'état (Ministère de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire : MDAT), mais réaliser par les partenaires, Les priorités de l'Etat ont été suivies dans la mise en œuvre du CAC à savoir la fiscalité, l'amélioration de l'administration communale....

Dans la mise en œuvre de la Vision Durban, l'alliance a déployé beaucoup d'effort dans le processus de création de la nouvelle Aire Protégée Fandriana – Vondrozo : Organisation, communication, consultation, engagement, négociation des carrés miniers, information/discussion à la base sur la situation des exploitations minières y compris les exploitations illicites.

Des réflexions ont été menées afin de développer la vision scientifique sur l'importance du corridor, la proposition de limites des zones à conserver. En même temps le développement de scénarii de conservation/valorisation par rapport aux bénéfices économiques et le principe de répartition de bénéfices. Des recommandations ont été émises durant toutes ces réflexions dont la mise en œuvre progressive est en cours de concrétisation actuellement.

Durant le PE III, on a mené des campagnes de communication touchant une large gamme de cibles. L'émergence de l'Alliance éco-régionale USAID concrétisait de plus en plus la coordination des actions. La collaboration entre les membres de l'Alliance produisait des résultats palpables. L'Alliance essayait aussi d'impliquer davantage les services publics dans

certaines démarches. Ainsi, on notait, la synergie d'acteurs diversifiés autour de la communication sur la NAP dirigée par le CMP.

Au niveau de l'éco-région, une nette mise en commun des messages environnementaux et de développement s'enregistrait. Le CMP et ERI éditaient la revue « Tandavanala » pour les élus locaux. Différents organismes travaillant le long du corridor y partageaient leur vision.

Après le flou sur l'idée de « radio corridor », les stations FM locales (Mampita, Tsiry, RAT Ambalavao, MBS Manakara, RAKAMA Vohipeno...) commençaient à gagner plus de notoriété. Elles arrivaient à couvrir une grande partie de l'éco-région. ERI, CI et Catholic Relief Service (CRS) soutenaient des projets d'éducation et communication environnementales développés par ces stations de radiodiffusion locales. ERI et BCI/BAMEX diffusaient sur les ondes des émissions de prix agricoles. Le CIREEF entrait directement dans les émissions sur la lutte contre les feux avec les membres de l'Alliance USAID.

L'élaboration d'autres outils d'éducation environnementale de masse s'est évoluée davantage. Des fiches techniques et films sur l'agriculture et la protection de l'environnement ont été élaborés.

Le développement du système de radiodiffusion rurale pour l'éducation environnementale en faveur du public a été renforcé par l'implantation d'Andrew Lees Trust Projet Radio (ALT PR) à Fianarantsoa. Sa méthode de production se différenciait par la considération des opinions de la cible même. Ainsi, des émissions étaient conçues par les paysans et pour les paysans (groupes d'écoute). ALT PR travaillait avec divers organismes (publics et privés) en plus de certains membres de l'Alliance USAID.

La vision éco-régionale s'observait aussi dans l'intégration des technologies de la communication à distance. La mise en marche du Télécentre Ranomafana par quelques membres de l'Alliance en témoigne.

## **DISCUSSION**

Par rapport aux objectifs fixés par le PNAE (vers son stade ultime) et ses différentes phases on peut noter que les résultats obtenus ne sont pas encore satisfaisants ; la discussion suivante pourrait expliquer en partie ces résultats :

- Les appuis envers les communautés de Bases assurant la gestion de certaines ressources naturelles ont été délaissés par certains promoteurs suite au changement de politique d'intervention ;
- Les interventions sont limitées aux zones prioritaires identifiées au début du concept corridor (goulot d'étranglement), ainsi vers la fin du PEIII la couverture géographiques des interventions n'a pas pu toucher qu'une partie du corridor, même certaines interventions sont assez loin du corridor. En matière de conservation l'approche n'atteint pas l'objectif fixé puisque la dégradation du corridor persiste, les actions menées étaient sporadiques dans certaines localités, ceci a été vérifié durant la collecte de données sur la NAP (rapport Haonasoa sur la collecte de données NAP 2008). Ceci pourrait être due aussi à la faible capacité d'assimilation / d'absorption au niveau local du concept de développement et de conservation ;
- La coordination au niveau régional a buté aux contraintes de prise de décision à l'échelle national, par exemple l'insuffisance de ressources au niveau de l'administration forestière n'a pas permis d'assurer de contrôle efficace au niveau du corridor. La nouvelle politique développée durant le PEII n'a pas été soutenue par des moyens adéquats ; les moyens disponibles n'arrivent pas à couvrir la zone ciblée suite à l'extension du corridor ;
- L'approche écorégion n'a pas été vraiment communiquée aux autres acteurs : autorités, politiciens, ainsi l'appropriation de l'approche n'était pas palpable ;

- Suite à la disproportionnalité des intervenants et les ressources disponibles par rapport à l'étendu du corridor certaines actions au niveau local était très disparate et discontinuée ;
- Suite au processus de régionalisation le dynamisme du CMP s'affaiblit, ceci mérite des réflexions profondes pour son devenir ;
- Les efforts n'étaient pas conjugués puisque certains acteurs se sentent lésés dans l'approche ;
- La complexité de la mise en œuvre des visions de conservation et de développement ne permettait pas d'avancer au même rythme que les autres secteurs (exemple Mine) ainsi les exploitants miniers devançant sur l'accaparement de terrains ;
- L'échelle de définition de l'écorégion n'était pas homogène pour tous les acteurs ;
- Les interventions sont éparpillées et les résultats n'ont pas des impacts évidents vu sous l'ensemble de l'écorégion
- Le rôle de l'administration forestière n'était pas évident sur la gestion du corridor durant les différentes périodes de la PNAE ; Les initiatives de l'état sur la Nouvelle Politique Forestière étaient bonnes mais dans sa mise en œuvre il y avait des handicaps dans l'harmonisation des programmes et des actions.
- Les actions menées dans le processus de mise en place de la NAP n'ont pas été suivies des mesures de conservation (contrôle, surveillance...)
- En matière de communication, une réelle coordination existe entre les membres de l'Alliance éco-régionale USAID grâce à la volonté affichée de chacun. Pourtant, certains de ses plans de communication n'ont pas connu de réalisation effective, en dépit des produits obtenus. Avec les autres partenaires, les résultats n'étaient pas évidents. L'action de coordination s'avérait difficile. Certains acteurs étaient limités par leurs propres plans de communication, leurs moyens. D'autres avaient l'habitude d'agir isolément sans un souci d'information ni d'uniformisation. Ceci produisait souvent une duplication d'actions dans une même zone (émissions sur les prix agricoles). Quelquefois, l'esprit de compétition se maintient.

Des succès sont notables au niveau de certaines localités mais à l'échelle écorégionale on constate encore des lacunes par les carences des intervenants au niveau local. Dans certaines zones on a noté l'engagement des communautés locales dans la conservation (Andrambovato, Vondrozo...) si elles constatent des bénéfices directs de la conservation (écotourisme, bénéfice du contrat de conservation...)

Les actions menées au niveau des certaines zones ont été tangibles puisque les communautés en dehors de notre zone d'intervention sollicitent des appuis en voyant nos réalisations.

Comme le corridor forestier englobe les cinq régions de l'ex-province de Fianarantsoa, l'avènement de la régionalisation affectait l'approche écorégionale :

- Le CMP a perdu une partie de son légalité puisqu'il est régi par un arrêté provincial
- L'alliance USAID dont les bureaux des membres sont basés à Fianarantsoa avait des difficultés dans la coordination de toutes ses actions avec toutes les cinq régions.

La plupart des interventions étaient appuyés par des projets ou programmes dépendant des financements limités dans le temps et dans l'espace mais dans les soucis de pérennisation des acquis on devrait chercher des systèmes plus durables tout en valorisant les opportunités et les potentialités existantes ; Entre autre on peut développer le paiement de service environnemental en responsabilisant les structures locales, les bénéfices ainsi tirés pourraient financer certaines activités telles que les activités génératrices de revenu aux communautés locales.

Pour mieux définir les rôles et attributions du Service Forestier on devrait en discuter avec les décideurs tout au début de démarrage des programmes. De cette façon on pourrait avoir leurs visions ainsi que leurs implications davantage dans toutes les approches à développer.

## **CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

Le développement de cette approche écorégionale apporte beaucoup de leçons en matière de conservation et de développement : les moyens et ressources mobilisées devrait être proportionnels à l'envergure de la zone d'intervention. Dans notre cas où plusieurs acteurs entrent en jeu une bonne coordination et de vision dès le début méritent beaucoup d'attention. Actuellement l'approche écorégionale de Fianarantsoa ne répond pas encore aux critères ci-dessus.

### *Recommandations générales*

- Comme la communication est fondamentale dans toutes les interventions il serait capital de voir comment l'améliorer afin de pouvoir développer l'esprit de complémentarité des actions ;
- Si on veut vraiment résoudre les problèmes environnementaux liés au développement on doit chercher des ressources suffisantes pour bien couvrir le corridor et les besoins ressentis : Décentralisation et déconcentration des moyens et ressources par rapport aux objectifs assignés à chaque niveau; Adopter un système assez flexible afin de pouvoir adapter le mécanisme suivant l'évolution du contexte régional et local ;
- La coordination au niveau national des actions de conservation et de développement avant toute planification, élaboration des accords, mérite beaucoup de réflexions aussi bien pour la zone d'intervention que les thèmes d'actions de chaque acteur ; il devrait être élaboré à partir des expériences réelles sur le terrain ; exemple il serait mieux de bien coordonner la mise en œuvre de la Politique Nationale (zonage forestier et mise en place de la NAP) ;
- Si on veut assurer la conservation de ce corridor on doit impliquer davantage une large gamme de catégories de personnes en matière de conservation et de développement ; ainsi on doit développer davantage le système de partenariat à tous les niveaux : international, national, régional et local et étendre la zone d'intervention et les thèmes d'actions afin de couvrir le corridor et ses périphéries ; Assurer le développement local en contrepartie de la conservation par la mise en œuvre de mécanisme de développement tout en ayant des obligations de conservation. Par exemples apporter des motivations sous forme de bénéfice tel que les microprojet communautaires envers les COBA (Communauté de Base) pour inciter leur participation effective dans le domaine de la conservation ;
- Communication et information sur les nouveaux mécanismes de financement (ex. : crédit carbone).

### *Recommandations spécifiques pour l'USAID*

- L'USAID seul ne peut pas résoudre tous les problèmes autour de la conservation du corridor Forestier Fandriana - Vondrozo, ainsi selon les ressources potentielles, il doit axer ses interventions sur quelques domaines soigneusement sélectionnés dans des zones bien choisies. La mise en œuvre devrait garder toujours l'approche écorégionale ;
- Puisque la plupart des interventions de l'USAID ont été concentrées dans deux régions : Haute Matsiatra et Vatovavy Fitovinany, il devrait renforcer davantage ses interventions dans ces régions tout en mieux planifiant les actions, les acteurs et essayer de couvrir le

maximum de communes de ces régions touchées par le corridor. Pour mieux gérer et intégrer deux unités de coordination serait envisageable (une unité par région)

- A l'avenir, l'USAID doit accorder encore plus d'importance à l'éducation environnementale et la communication. Ceci pourrait se matérialiser par la dotation de moyens suffisants (humains et financiers) aux volets de communication des programmes appuyés. Il devra surtout soutenir des actions touchant la masse telles la mise en place d'un système de radiodiffusion solide, l'intégration des technologies, le développement d'outils de communication diversifiés.

## **BIBLIOGRAPHIE**

- Rapport final LDI, USAID Madagascar ;
- Plan de gestion du corridor, CMP, août 2004 ;
- Alliance éco-régionale Fianarantsoa, Acte de l'atelier scientifique corridor forestier Ranomafana – Andringitra – Pic d'Ivohibe, janvier 2005 ;
- Alliance éco-régionale Fianarantsoa, Acte de l'atelier valorisation économique du corridor forestier Ranomafana – Andringitra – Pic d'Ivohibe, avril 2005 ;
- Winterbottom B, International Resources Group, USAID Madagascar, Appui à la gestion durable de l'environnement et de l'écosystème forestier à Madagascar, rapport sur un plan d'action visant à améliorer la gouvernance forestière, janvier 2005 ;
- Andriantseheno B. H.; Marikandia M. L.; Trenchard P. C., Ministère de l'environnement de Madagascar ; Evaluation externe du PNAE et du PE 2, volet2 reflexe environnemental (draft), mai 2000 ;
- MINENVEEF ; Madagascar Plan d'action Environnemental, Programme environnement III, document stratégique, août 2002 ;
- [http://cairn.info/article\\_p.php](http://cairn.info/article_p.php) ; Andriamahefazafy F., Meral P., la mise en œuvre des plans nationaux d'action environnementale : un renouveau des pratiques des bailleurs de fonds ;
- WWF, USAID, Ecoregion action programme, a guide for practitioners, 2004
- The nature Conservancy, Conservation by design, a framework for mission success;
- Serpantié G., Rasofoharino, Carrière S; Transition agraires, dynamique écologique et conservation, le corridor Ranomafana – Andringitra IRD, GEREM ;
- CMP, Capitalisation des acquis du corridor Ranomafana – Andringitra – Ivohibe, septembre 2003.